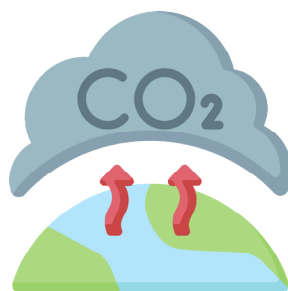


# RAPPORT

Plan d'actions 2024 issu du Bilan des émissions de Gaz à  
Effet de Serre du Département de la Marne en 2022

# SOMMAIRE



	<u>Introduction</u>	p.3
I.	<u>Atelier sur les déplacements professionnels et domicile-travail</u>	p.4
	<b>a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018</b>	
	<b>b. Nouvelles propositions d'actions</b>	
	<b>c. Retour sur le questionnaire sur les déplacements domicile-travail</b>	
II.	<u>Atelier sur les économies d'énergie, notamment dans les bâtiments</u>	p.10
	<b>a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018</b>	
	<b>b. Nouvelles propositions d'actions</b>	
III.	<u>Atelier sur les achats et les prestations liés aux travaux de voirie</u>	p.12
	<b>a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018</b>	
	<b>c. Nouvelles propositions d'actions</b>	
IV.	<u>Atelier sur les achats des collègues, notamment les repas</u>	p.16
	<b>a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018</b>	
	<b>b. Nouvelles propositions d'actions</b>	
V.	<u>Atelier sur les achats de matériel administratif et informatique, ainsi que sur les usages du numérique</u>	p.21
	<b>a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018</b>	
	<b>b. Nouvelles propositions d'actions</b>	
	<u>Conclusion</u>	p.24

# INTRODUCTION



Réaliser le bilan des émissions de Gaz à Effet de Serre de la collectivité permet de dresser un état des lieux récent en vue d'établir de nouveaux objectifs et donc de planifier des actions à mettre en œuvre pendant les 3 prochaines années. Tout ceci dans le but de respecter les jalons fixés par la trajectoire de la Stratégie Nationale Bas Carbone pour atteindre la neutralité carbone en France à l'horizon 2050.

L'identification des principaux postes d'émission aide à cerner les leviers de réduction pertinents en fonction de leurs gains potentiels, et à prévoir les moyens nécessaires pour les mettre en place. Il importe d'objectiver le débat avec des éléments quantitatifs afin de prioriser les actions les plus impactantes et de favoriser leur acceptation. En effet, l'ambition des réponses apportées découle de la qualité de l'appropriation du diagnostic par les agents et les élus. Une fois la feuille de route définie, une gouvernance transparente doit garantir un suivi régulier et offrir la possibilité de réajuster des actions en chemin si nécessaire.

Le diagnostic établi par le bilan des émissions de GES du Département en 2022 a servi de base de travail aux ateliers organisés fin février 2024 pour co-construire un nouveau plan d'actions avec l'ensemble des agents volontaires. 45 participants se sont réunis pour échanger sur leurs pratiques de travail, évaluer les actions du bilan précédent de 2018 et proposer des alternatives, des approfondissements et des idées nouvelles. Le compte-rendu de ces discussions a alimenté la feuille de route de transition présentée ci-après.

Dans la continuité des bilans antérieurs, et en cohérence avec les postes les plus émissifs de l'activité départementale, les cinq axes de réflexion identifiés sont :

- Les déplacements professionnels et domicile-travail
- Les économies d'énergie, notamment dans les bâtiments
- Les achats et les prestations liés aux travaux de voirie
- Les achats des collèges, notamment les repas
- Les achats de matériel administratif et informatique, ainsi que les usages du numérique

Ils ont chacun fait l'objet d'un atelier spécifique, dont les conclusions sont détaillées dans les pages suivantes.



## I. Atelier sur les déplacements professionnels et domicile-travail

### **17 participants :**

- Mme Mélanie PELICAN – Rédactrice en chef de La Marne le Mag
- M. Grégory BLANCHON – Chargé de mission aux Affaires culturelles
- Mme Karine BOURE – Conseillère en Economie sociale et familiale à la CSD Châlons Rive-droite
- M. Emmanuel BONAFIOUS – Chef du service Appui pour l’entretien des routes départementales
- M. Stéphane PERREAU – Coordinateur du partenariat avec les collectivités
- M. Jean-Yves STEPHAN – Directeur des Ressources Humaines
- Mme Alexa WADLOW – Chef du service Développement territorial et environnement
- Mme Sandrine DEMERLIER – Gestionnaire du patrimoine
- Mme Sylvie PEUCHERET – Secrétaire à la Direction des ressources humaines
- Mme Laure BAUDIN – Chargée de mission Transition écologique et environnement
- Mme Alice PARMENTIER – Chargée de mission Véloroutes
- Mme Céline GANGNARD – Chef du service Social et de la prévention
- Mme Fabienne THOUVENIN – Responsable des unités de gestion des commissions et unités d’accompagnement au Logement
- Mme Christine DE CECCO – Secrétaire coordinatrice à la CSD de Fismes
- M. Jean-Guillaume ORFEVRES – Agent administratif à la CSD de Fismes
- M. Patrice MASSON – Gestionnaire de la flotte de véhicules
- M. Pascal PETIT – Assistant de programmation et gestionnaire matériels et véhicules à la CIP Sud-Est



**a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018 :**

A/ Continuer l'expérimentation du télétravail de 2020 et l'étendre au plus grand nombre d'agents		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Le cadre général autorise une demande de 8 jours de télétravail par mois après 1 an d'ancienneté pour un ETP</p> <p>Le télétravail a été défini en fonction des contraintes et des spécificités des métiers (ex : 2 jours de télétravail autorisés par mois pour les agents de la Solidarité, en contact avec le public)</p> <p>350 agents actuellement autorisés à télétravailler</p>	<p>L'adéquation du télétravail avec les missions (lien avec le public)</p> <p>L'équipement en matériel informatique et la connexion Internet sont à la charge des agents</p> <p>Les effets sur la dynamique d'équipe par manque de présentiel</p> <p>L'impact psychologique sur les personnes et leur motivation</p> <p>Le bureau à distance est plus lent et se déconnecte souvent tout seul</p>	<p>Maintien du télétravail en l'état avec les règles adaptées aux différents métiers</p> <p>Lancer en parallèle une réflexion sur les usages du numérique (impressions à distance, stockage des mails, dématérialisation...)</p> <p>Etudier le développement de bureaux partagés et de bureaux déconcentrés dans les autres sites (manque de places disponibles à l'heure actuelle)</p> <p>Réfléchir à une prime pour les télétravailleurs afin de compenser les dépenses énergétiques à leur domicile</p>
B/ Encourager les agents à covoiturer en leur apportant un outil spécifique de partage dès 2020		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Une tentative avec un outil local a eu lieu il y a 15 ans mais elle n'a pas fonctionné</p>	<p>L'outil pour faciliter le covoiturage n'a pas été mis en place (contraintes horaires et familiales, difficulté de mises en relation entre les agents...)</p>	<p>Il faudrait le mettre en place avec le nouvel intranet</p> <p>Réserver des places de parking pour les co-voitureurs</p> <p>Karos permettrait aux utilisateurs de covoiturer gratuitement la 1<sup>ère</sup> année (grâce à une subvention du CD)</p>

C/ Mettre en place une gestion par pool de véhicules et favoriser l'utilisation des véhicules sous 3,5 tonnes « faibles émissions » (inférieures à 60 g CO2/km)

100% de véhicules « faibles émissions » en 2025

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, les véhicules « très faibles émissions » (source d'énergie électrique ou hydrogène) représentent 37,4% des véhicules acquis ou utilisés lors du renouvellement annuel

Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Gestion par pool déjà active selon les pôles et les agents</p> <p>Parc de véhicules électriques encore limité</p>	<p>Pas d'outil en ligne pratique pour réserver une voiture</p> <p>Certains métiers ont besoin de la flexibilité des voitures thermiques</p> <p>Les bornes de recharge ne sont pas assez développées partout dans la Marne et sur les sites du Département</p> <p>L'autonomie des véhicules électriques reste limitée</p> <p>La gestion par pool impose de rapporter le véhicule avant la fermeture du parking le soir</p>	<p>Il faudrait prendre contact avec le SIEM pour installer des bornes sur tous les sites du Département</p> <p>Il faudrait que le gardien du parking propose plus systématiquement aux agents d'utiliser une Zoé électrique</p> <p>Cibler l'attribution des véhicules électriques en fonction des métiers et des déplacements</p> <p>Développer le parc des véhicules « basses émissions »</p>

D/ Organiser un forum de la mobilité par an pour diminuer l'impact des déplacements professionnels

Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Le forum n'a pas eu lieu car il était difficile à organiser</p>	<p>Moment de convivialité à renforcer d'une communication sur le long terme</p> <p>Plus de 2000 agents à réunir pour ce forum (événement de la dimension du Noël des enfants par exemple)</p>	<p>Ce sont surtout des actions de communication répétées qui seraient efficaces</p> <p>Un challenge pour la semaine de la mobilité durable pourrait motiver des changements de modes de déplacement</p>

E/ Aménager 100% des voies départementales à la pratique du vélo (pistes le long de la voirie, bandes cyclables...) et équiper la totalité des sites du Département en stationnement vélo en 2025

Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>La création de nouveaux itinéraires est en cours</p> <p>Le département a installé un range-vélos à Châlons</p>	<p>Ces structures sont longues à créer pour des raisons budgétaires, de compensation environnementale du foncier, de cohabitation avec les autres usages des voies...</p> <p>Le range-vélos à Châlons n'est pas assez sécurisé</p>	<p>Projet à poursuivre, surtout hors tourisme</p> <p>Les EPCI ont aussi la compétence</p> <p>Privilégier les pistes cyclables, plus sécurisées que les bandes cyclables</p>



## b. Nouvelles propositions d'actions :

Actions	Objectifs	Acteurs pilotes
En interne, utiliser le chat de Teams pour échanger et s'assurer que les fichiers Word ou PowerPoint partagés pour collaborer en ligne sur OneDrive fonctionnent bien	Eviter de multiplier les mails et les pièces jointes	Service Numérique
Créer une application « BlablaMarne » pour covoiturer lors des déplacements domicile-travail	S'appuyer sur des outils (ex : Karos)	Service Numérique
Mettre en place un système de pool de véhicules de toutes les directions au central avec réservation sur l'intranet pour réduire le nombre de voitures		Services Maintenance et Com interne
Veiller à remplir les voitures lors des déplacements professionnels ou en formation en créant une option dans l'agenda		Service Numérique
Créer plus de bornes de recharge avec l'aide du SIEM Réaliser une carte à jour pour localiser les bornes	30 % d'achats de voitures électriques et plus pour tous les services	Flotte automobile
Se doter de davantage de cartes de bus à Châlons Organiser un challenge de la mobilité douce sur 1 semaine ou 15 jours en empruntant des vélos, et verser une subvention à la fin à une association environnementale à hauteur des km parcourus par les agents (km à déclarer sur informatique)	Santé et gain financier en plus de la réduction des GES	Communication interne (Bulles d'infos...), associations locales, Sitac, Emmaüs...
Fournir du matériel d'entretien avec le vélo du parking Sonder les agents pour connaître le nombre de personnes volontaires pour tester des vélos en ville lors des déplacements professionnels Expérimenter la location de vélos avec assistance électrique		Vendeur de cycles tel que la Société Collard, Emmaüs...
Faciliter l'usage du train pour les déplacements professionnels en calant les horaires de réunion sur les horaires SNCF, en facilitant la procédure pour acheter les billets et pour rembourser les frais avancés afin de réserver un billet à la dernière minute Organiser le transport vers la gare	Vers une application de réservation instantanée	Service Formation



### c. Retour sur le questionnaire sur les déplacements domicile-travail

Le questionnaire diffusé à l'ensemble des agents du Département tout au long du mois de juin 2023 a permis de collecter 775 réponses.

En 2022, seuls 1% des répondants ont affirmé que le covoiturage était leur mode de déplacement principal entre leur domicile et leur lieu de travail. Toutefois, à la question "S'il vous était possible de covoiturer, seriez-vous intéressé.e ?", 294 agents ont répondu « Oui », contre 486 « Non ». Un axe d'amélioration des pratiques apparaît ici nettement.

Afin de l'approfondir, il convient de lister les principales raisons évoquées par les répondants afin de justifier leur choix de l'autosolisme comme mode de déplacement principal :

- Les horaires de travail, notamment les horaires très matinaux et de nuit ;
- La difficulté de fixer un horaire de départ fixe le soir pour les cadres dont la charge de travail fluctue ;
- Le transport d'autres personnes de la famille, notamment les enfants avec la contrainte horaire de l'école ou de la crèche, et parfois de la distance entre plusieurs établissements différents ;
- L'absence d'alternative à proximité du domicile en matière de transports en commun et de gare ;
- La distance trop grande pour venir à pied ou à vélo et la dangerosité des parcours ;
- Des problèmes de santé ou un handicap empêchant les exercices physiques fatigants ;
- La liberté de mouvement que procure la voiture en cas d'imprévu, de rendez-vous ou de course à faire après le travail, de matériel à transporter...
- Le gain de temps pour rentrer manger chez soi le midi ou déjeuner en extérieur ;
- Le sentiment de sécurité et d'hygiène depuis la crise sanitaire du Covid-19, contrairement aux transports en commun ;
- Le confort face aux aléas climatiques ;
- La fiabilité, contrairement au train ;
- Le coût d'achat ou d'entretien et de réparation d'un vélo, d'un abonnement de transports en commun... qui n'est pas compensé par un Forfait Mobilité Durable.
- L'absence de range-vélos sécurisés ou adaptés sur le lieu de travail ;
- L'absence d'une application web pour mettre en relation les collègues des autres sites du Département qui pourraient covoiturer ensemble ;
- L'impossibilité de télétravailler avant 1 an d'ancienneté, ou davantage que 2 jours par semaine ou par mois en fonction des postes ;
- Le manque de transparence sur l'utilisation de certains véhicules de service pour venir travailler et covoiturer au passage.

Pour autant, certains avantages des modes doux ont aussi été mis en avant : les économies financières (surtout dans le contexte actuel de hausse des prix du carburant), le plaisir d'une activité de plein air, les bienfaits pour l'écologie, l'entretien physique, le gain de temps par rapport à une voiture qu'il faut garer...



## II. Atelier sur les économies d'énergie, notamment dans les bâtiments

### 4 participants :

- Mme Cécile PENELON – Chargée de communication interne
- M. Emmanuel BUJON – Gestion du domaine public à la CIP Centre-Est
- M. Christian LEVIEUX – Agent de maintenance au Collège Louis Grignon
- Mme Aurore GIORDANO – Responsable Transition énergétique



### a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018 :

<p>A/ Poursuivre les travaux et les investissements pour l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments départementaux</p> <p>Réaliser des diagnostics pour améliorer la connaissance des bâtiments pour répondre au décret tertiaire et disposer de recommandations pour bâtir le Plan Pluriannuel d'Investissements</p> <p>- 40% de consommations énergétiques en 2030 (par rapport à 2011) en lien avec la loi ELAN et son décret d'application</p> <p>100% des collèges auront une émissivité inférieure à 5 kg CO<sub>2</sub>e / m<sup>2</sup> en 2030</p>		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Audits énergétiques réalisés</p> <p>PPI en cours</p>		<p>Utiliser le document et mettre en place le PPI</p> <p>Nouvelle plateforme de gestion de l'efficacité énergétique des collèges, appelée CITRON, récemment acquise</p>

B/ Améliorer le comportement des usagers et la sensibilisation autour des économies d'énergie		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
Fourniture d'un dépliant	Peu d'outils et de campagnes de communication sur ce sujet	Sensibilisation à améliorer



### b. Nouvelles propositions d'actions :

Actions
Reportage sur les bonnes pratiques des agents
Proposer des défis aux agents avec des gains de type bouteilles d'eau en verre Made in Marne
Distribuer des gourdes à l'effigie de la Marne
Lors de la semaine du Développement Durable, proposer une activité de sensibilisation à l'utilisation de l'énergie via un vélo qui permet de charger et allumer une lampe ou faire chauffer une bouilloire
Sensibiliser les collaborateurs via la Fresque du climat
Mettre à disposition du papier fin dans un des bacs des imprimantes pour imprimer les brouillons
Généraliser les poubelles de recyclage dans les bâtiments
Etudier la mise en place de COOL ROOF (revêtement blanc réfléchissant sur les toitures)
Rénover l'éclairage sur les bâtiments (LED) et détecteurs de mouvements et crépusculaires
Ré-isoler les parois des bâtiments
Demander au personnel travaillant en soirée (gardien) de passer vérifier l'extinction de la lumière et du chauffage, et aux agents d'être vigilants, surtout quand ils partent en télétravail ou en congés
Eteindre automatiquement l'ensemble de l'informatique à une certaine heure le soir
Rénover l'ensemble des équipements de chauffage, climatisation, ventilation et production d'Eau Chaude Sanitaire
Recenser les besoins en éclairage dans les bureaux et supprimer les plafonniers si possible et si besoin
Généraliser la mise en place d'horloges de gestion des postes d'énergie (dans les collègues...)
Faire régulièrement des vérifications (audits) de la température dans les locaux



### III. Atelier sur les achats et les prestations liés aux travaux de voirie

#### 6 participants :

- Mme Alexa WADLOW – Chef du service Développement territorial et Environnement
- M. Emmanuel BONAFIOUS – Chef du service d’Appui pour l’entretien des routes départementales
- M. Emmanuel PREUD’HOMME – Responsable de la CIP Sud-Est
- Mme Céline COUVERT – Responsable de la CIP Ouest
- M. Bertrand DELACOTTE – Chef du Service Maîtrise d’ouvrage et mobilités
- M. Xavier PAWLKOWSKA – Chef du service Exploitation des routes et matériel



#### a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018 :

<p>A/ Diminuer l’impact de la voirie départementale en préservant les ressources et en contribuant à l’économie circulaire</p> <p>Modifier les spécifications techniques des CCTP pour augmenter les taux d’incorporation d’agrégats d’enrobés recyclés et les taux de réutilisation des matériaux recyclés sur les chantiers routiers</p> <p>Porter à 30% les taux d’incorporation d’agrégats d’enrobés recyclés et les taux de réutilisation des matériaux recyclés sur les chantiers routiers</p>		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Bons résultats : mesures appliquées dans les CCTP</p>	<p>Expérimentation plus chère et les prix continuent d’augmenter</p> <p>L’incorporation de matériaux recyclés est limitée par la Recherche et Développement des entreprises, et les investissements pour faire évoluer les centrales</p>	<p>Technique intéressante, mais plus difficile à mettre en œuvre. Pérennité et homogénéité des enrobés légèrement moins bonnes : conditions météo plus sensibles lors de la mise en œuvre, mise en œuvre manuelle ponctuelle plus difficile</p>

	<p>Limitation technique à 40% d'intégration par durabilité</p> <p>30% incorporés systématiquement</p>	
B/ Recycler 100% des déchets routiers		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
Recyclage à 100% difficile à réaliser techniquement et réglementairement (amiante + HAP). Sinon les matériaux sains trouvent tous une réutilisation	Amiante + Hydrocarbures aromatiques polycycliques	Technique à maintenir, la présence d'amiante et d'HAP devrait disparaître dans les prochaines années
C/ Expérimenter et promouvoir le développement d'enrobés biosourcés et l'utilisation de liants biosourcés		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
Expérimentation de matériaux biosourcés réalisée sur la RD Bazancourt	<p>Pérennité à déterminer</p> <p>En cours d'expérimentation</p> <p>Limité par les ressources issues de forêts de proximité (ex : sève utilisée dans les liants)</p>	<p>Pas de recul sur la technique</p> <p>Attendre les résultats du contrôle</p>
D/ Réaliser 100% de retraitement des chaussées en place		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
Retraitement de la chaussée en place de plus en plus utilisé en fonction de la nature des chantiers	<p>Proposition entreprise</p> <p>A éviter en agglomération</p> <p>A développer hors agglomération</p>	Dès qu'on peut l'utiliser on l'utilise

E/ Sensibiliser les agents à modifier les pratiques professionnelles

Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
	Réticences aux changements d'habitudes dans les entreprises et entre CIP pour mutualiser le matériel	



**b. Nouvelles propositions d'actions :**

Actions	Objectifs
Poursuivre et accentuer l'utilisation de l'éco comparateur SEVE dans les marchés	
Augmenter le parc de véhicules électriques (développement des bornes nécessaire en parallèle)	30 % par an
Privilégier les glissières métalliques recyclables plutôt que des glissières bois non recyclables	
Veille technique et estimation du coût pour faire évoluer les camions vers l'hydrogène et le gaz naturel	
Utiliser les délaissés routiers pour planter des végétaux (arbres, haies) tout en étant vigilant à l'entretien	
Privilégier l'entretien routier préventif au curatif (gravillonnage, PATA, Minimix, Blow patcher...)	Adapter les budgets et augmenter le fonctionnement d'entretien
Concentrer les formations « habilitations » sur une même journée avec plusieurs ateliers, et réduction des trajets	
Augmenter la durée de validité des habilitations pour en réduire le nombre	
Réflexion sur le niveau de service (salage, déneigement, balayage, fauchage...)	Peser les avantages et inconvénients en fonction des attentes de l'utilisateur (décision politique)  Communiquer ?  Assumer de ne pas déneiger les circuits secondaires ?
Réduire la multitude de livraisons de fournitures et leur provenance lointaine (Asie...) ?	Economie circulaire  Critère géographique difficile à appliquer



#### IV. Atelier sur les achats des collèges, notamment les repas

##### 8 participants :

- M. Vedananda BOODADOO – Chef de cuisine au Foyer Départemental de l’Enfance
- Mme Agnès COLIN – Directrice RH et Finances au Foyer Départemental de l’Enfance
- M. Christophe COSTE – Chef de cuisine au Foyer Départemental de l’Enfance
- M. Philippe SORBARA – Référent Restauration collective au Service des Collèges
- Mme Magali DEBAR – Chef de Service des Collèges
- Mme Céline CAZIN – Adjoint au Chef de Service des Collèges
- Mme Alexa WADLOW – Chef du service Développement territorial et environnement
- Mme Laure BAUDIN – Chargée de mission Transition écologique et environnement



##### a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018 :

<p>Proposer une alimentation biologique, moins carnée, locale et équitable dans la restauration collective des collèges</p> <p>50% de produits sous signes de qualité ou locaux dont 20% de produits bio dès 2022</p> <p>A/ Mise en place d'un logiciel de suivi des achats de restauration</p>		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Le logiciel de gestion de la restauration scolaire, Webgerest (éditeur lanord), a été installé pour un coût moyen de 25 000 € par an. Une campagne de formation des chefs de cuisine et des seconds a eu lieu</p>		<p>Ce logiciel donne satisfaction : facile d’utilisation et très complet, il permet de passer les commandes, de créer des menus, de connaître les allergènes, de télédéclarer sur le site « Ma cantine » et d’obtenir des statistiques précises (stocks, coûts, part de bio, de local, quantité de bio-déchets</p>



		<p>générés...). Un travail d'accompagnement des pratiques d'usages de ce logiciel se poursuit</p> <p>Ce logiciel intéresse beaucoup le Foyer Départemental de l'Enfance</p>
<p>B/ Mesurer l'émissivité des repas dans la restauration collective sur la base des quantités d'aliments achetés</p>		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Les collèges progressent lentement</p> <p>Les produits bruts et de proximité permettent de minorer les GES et ceux-ci sont en progression</p> <p>Une sensibilisation des usagers est faite notamment lors des commissions restauration qui sont organisées dans une grande majorité d'établissement</p> <p>Les éco-délégués essaient aussi d'agir à leur niveau</p>	<p>Certaines habitudes de consommation incitent au non-respect de la saisonnalité</p> <p>Certains maraichers locaux arrêtent leurs productions de légumes peu rentables</p> <p>Certaines contraintes sanitaires ou techniques/matérielles limitent les chefs dans la préparation à l'avance de certains plats qui peut les amener à se tourner vers des produits finis</p> <p>Le mimétisme entre les jeunes permet d'expliquer le refus ou l'acceptation de certains plats</p>	

C/ Etoffer l'annuaire des achats locaux et refondre le "Blog des cuisiniers"

Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>Le blog a été supprimé car il n'était plus assez utilisé</p> <p>Le Service des Collèges met à jour un fichier des producteurs locaux</p> <p>Des vidéos de préparations culinaires sont diffusées aux élèves pour montrer ce qui est préparé sur place. Les chefs cuisiniers du FDE échangent avec les enfants lors des repas</p>	<p>Il n'y a pas de diététicienne car les recommandations peuvent être orientées</p>	<p>Le Service des Collèges pourra transmettre le fichier des producteurs locaux au FDE</p>

D/ Elaborer les menus de manière à réduire l'émissivité des repas (promouvoir les viandes moins carbonées, les protéines végétales...)

Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
<p>La plupart des bio-déchets partent en méthanisation. Un composteur semi-automatisé est testé, mais il ne sera pas généralisé car il dépend de la bonne volonté des cuisiniers de s'en occuper</p> <p>Pour éviter le gaspillage alimentaire, les chefs cuisiniers du FDE prévoient toujours un plan B (deux menus etc...)</p> <p>Les salades-bars, le gachimètre à pain et les frigos d'échange sont efficaces</p>	<p>Les jeunes ont des pratiques alimentaires et culturelles parfois difficile à respecter (refus de manger des légumes, des plats où la viande n'est pas facilement identifiable...)</p>	

E/ Réduire l'émissivité des livraisons des repas en intégrant dans les appels d'offre une évaluation du coût logistique (€ et GES)

Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
Des réunions de bassin sont organisées avec les collègues pour parler de l'approvisionnement en invitant des fournisseurs	<p>Les fournisseurs sont des intermédiaires locaux, mais les producteurs sont rarement marnais, et parfois même pas français</p> <p>Les achats directs sont rares à cause des volumes et de la livraison en pied de porte exigés par la restauration collective</p>	



**b. Nouvelles propositions d'actions :**

Actions	Objectifs
Mettre en relation les producteurs avec les acheteurs publics (fichier des producteurs à continuer d'actualiser)	Loi EGALIM : 60% de produits sous signes de qualité ou locaux dont 30% de produits bio dès 2026
Mutualiser les achats auprès du même fournisseur entre établissements voisins  Concentrer les achats le même jour dans chaque établissement afin de réduire les transports de livraison	Changer les habitudes des chefs cuisiniers dans les collèges
Limiter le gaspillage alimentaire le jour du repas sans protéine carnée, boudé par les collégiens  Trouver des alternatives aux produits sans viande transformés qui ne plaisent pas et coûtent cher  Mieux communiquer sur le repas sans protéine carnée	Un repas sans protéine carnée par semaine suffit. Le simple fait d'annoncer que le repas est « végétarien » est mal appréhendé par les enfants, alors même que la consommation de viande diminue dans les cantines les autres jours. Ce menu ne devrait pas être nommé spécifiquement « végétarien »
Produire les plats en flux tendu, réchauffer à la dernière minute, en cas d'afflux d'élèves pour éviter les déchets alimentaires	
Moderniser les équipements de cuisson pour réduire les consommations énergétiques	



## V. Atelier sur les achats de matériel administratif et informatique, ainsi que sur les usages du numérique

### 10 participants :

- Mme Cathy RIGAUX – Déléguée à la protection des données (RGPD)
- M. Grégory BLANCHON – Chargé de mission aux Affaires culturelles
- M. Sandy LELARGE – Chef du service du Numérique
- Mme Maïna LEROUX – Chargée de projet Gestion Electronique des Documents
- M. Tommy ARCHIMBAUD – Directeur des Finances et du Numérique
- M. Joël LECLERC – Responsable informatique et logistique à la Bibliothèque départementale
- Mme Coline DALIMIER – Chargée de mission Europe
- Mme Hélène DUHAZE-GILTARD – Chef de service Commande publique
- Mme Vanina SALON – Chargée de communication
- Mme Laure BAUDIN – Chargée de mission Transition écologique et environnement



### a. Evaluation des résultats des actions proposées en 2018 :

A/ Réaliser une étude sur les nouveaux usages du numérique dans les collèges et les services du département afin d'anticiper et de diminuer l'impact énergétique et carbone du numérique		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
Les collèges ont été équipés de classes mobiles et des retours d'usages ont été réceptionnés, mais aucune étude de grande ampleur sur tous les usages du numérique dans les collèges n'a été menée		

B/ Mutualiser les salles serveurs informatiques avec d'autres partenaires institutionnels pour limiter l'impact du numérique		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
La mutualisation des salles serveurs avec l'Agglo de Châlons a été réalisée		
C/ Promouvoir l'économie circulaire à travers les achats de la collectivité. Réaliser un état des lieux précis des achats, le niveau actuel de prise en compte des critères « économie circulaire » et « bas carbone » et porter en priorité les actions à mener sur les familles d'achats les plus impactantes (en termes de montants et d'impact environnemental)		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
Revalorisation des livres de la bibliothèque départementale via un organisme qui les revend		
Méthode Globale de Nettoyage en test dans plusieurs collèges pour réduire les achats de produits chimiques		
D/ Elaborer un guide d'achats durables intégrant les critères « bas carbone » et priorisant les achats selon la hiérarchisation récupération>recyclé>éco-conçu		
Réussites	Freins	Maintien ? Approfondissement ?
	Avec 49 millions d'euros d'achats par an, le Département est en dessous du seuil de 50 millions d'euros pour avoir l'obligation de réaliser un SPASER (Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables)	Des obligations réglementaires dans les années à venir vont naturellement amener la commande publique à évoluer dans ce sens (horizon 2026)
E/ Réaliser une veille relative à l'intégration des critères d'achats « économie circulaire » et bas carbone » dans les marchés : objectif 100% des achats intègrent ces critères		
F/ Réduire le nombre d'impressions papier et d'envois : - 50 % d'impressions papier en 2025		



## b. Nouvelles propositions d'actions :

Actions	Objectifs
<p>Le nouveau marché des copieurs va permettre un meilleur suivi des impressions et d'afficher un message systématique sur leur impact environnemental ainsi que pour vérifier le document à imprimer (noir et blanc, dimensions...)</p> <p>Envisager de limiter le nombre d'impressions par badge</p>	
<p>Réserver 1 journée tous les 6 mois pour trier les archives papier et numériques</p> <p>Clarifier les règles d'archivage en ligne et papier (ce qui est le plus énergivore, ce qui est autorisé juridiquement...) et communiquer des informations sur les émissions de CO2e évitées</p> <p>Afficher le taux de remplissage des boîtes mail</p>	<p>Trier, connaître les bonnes pratiques et rendre cet événement ludique (jeu concours...)</p> <p>Sensibiliser les agents sur l'impact environnemental du numérique</p>
<p>Faire du sourcing pour connaître les vendeurs locaux de produits reconditionnés et de seconde main</p>	
<p>Diffuser un guide des bonnes pratiques du numérique et former davantage le personnel, notamment des collègues, à ces usages</p>	
<p>Vérifier le devenir des déchets (ex : papiers recyclables) et installer des nudges dans le local à poubelles</p>	
<p>Programmer les machines à café pour choisir de venir avec sa tasse au lieu d'avoir automatiquement un gobelet</p>	
<p>Acquisition de boîtiers pour effacer les données des anciens disques durs et pouvoir faire don des vieux PC</p>	
<p>Acquisition du logiciel « Marco » pour proposer des clauses environnementales dans les marchés</p>	
<p>Utiliser la stratégie des allotissements pour privilégier l'origine locale des produits achetés</p>	
<p>Mettre en place le système Docaposte pour transmettre les courriers à la Poste en version numérique</p>	<p>Réduire les distances parcourues par les courriers papier</p>
<p>Se doter de matériel informatique labelisé "économie d'énergie"</p>	

# CONCLUSION

## ACTION



La retranscription des échanges issus des 5 ateliers thématiques, présentée ci-avant, permet d'établir une feuille de route des actions réalisables à court terme :

### Premières actions à mettre en œuvre pour faciliter la prochaine collecte des données 2026 :

- Dans les marchés qui seront passés en 2025, demander aux prestataires de faire remonter les km parcourus pour les livraisons et les tonnes transportées, le bilan GES des travaux, les durées d'amortissement, le suivi du carburant consommé par les transporteurs du transport scolaire adapté (boîtier de mesure dans les véhicules)...
- Faire figurer les recharges de clim sur les factures des garages pour les entretiens et les révisions.
- Dans le logiciel e-mission, intégrer les kilomètres parcourus pour les déplacements professionnels en transports en commun avec une distinction bus, train, tram... et distinguer les kilomètres parcourus pour aller en formations avec un véhicule personnel par type de moteur.

### Premières actions d'un groupe de travail « Réduire les déplacements » :

- Equiper les agents en télétravail d'un ordinateur portable, d'un téléphone portable et d'une clé de connexion Internet lorsque cela est nécessaire.
- Etudier le versement d'une prime compensatrice des dépenses énergétiques à domicile les jours de télétravail.
- Développer si possible le télétravail dans les bureaux d'autres sites du Département plus proches du domicile de l'agent concerné et dans les espaces de coworking.
- Mettre en place un système de pool de véhicules de toutes les directions au central avec réservation sur l'intranet pour réduire le nombre de voitures.
- Proposer systématiquement les véhicules électriques au parking.
- Ajouter une option dans l'agenda pour visualiser les véhicules à remplir au départ pour une réunion.
- Prendre contact avec le SIEM pour équiper les sites du Département en bornes de recharge électrique et disposer d'une cartographie à jour de l'existant.



- Lancer un challenge 2 semaines par an appuyé sur une communication de longue durée sur les modes doux de déplacement.
  - Sécuriser et multiplier les range vélos du Département (ex : abri vélo avec toit photovoltaïque).
  - Tester la mise à disposition de vélos avec assistance électrique, et un kit de réparation, dans plusieurs sites demandeurs.
  - Instaurer le Forfait Mobilité Durable ou une aide à l'achat d'un vélo.
- 
- Racheter des cartes de transport en commun dans les grandes villes.
  - Faciliter le remboursement des billets de train achetés à la dernière minute.
- 
- Mettre en place une application mobile et web de covoiturage en interne, avec des places de parking réservées aux co-voitureurs.

#### Premières actions d'un groupe de travail « Réduire les déchets et améliorer le tri »

- Installer une boîte à donner sur certains sites.
  - Réduire les goodies, les achats pour les célébrations...
- 
- Tester un lombricomposteur dans le jardin du Département à Châlons pour les biodéchets.
  - Améliorer le local poubelle (nudges...) pour inciter à trier directement les gros cartons ou autre.
  - Equiper chaque bureau d'un carton pour les déchets papier et chaque étage de plusieurs poubelles pour les déchets recyclables (emballages...), en vérifiant que le personnel de ménage fait la distinction.
  - Remplir un des bacs des imprimantes de feuilles de papier fin pour les brouillons.

#### Premières actions d'un groupe de travail « Faire bon usage du numérique »

- Diffuser un livret des bonnes pratiques du numérique en télétravail et au bureau (ex : passer des appels et utiliser le chat de Teams au lieu d'envoyer des mails).
- Banaliser une journée par an pour trier les archives papier et numériques, en communiquant sur les règles à respecter (juridiques, consommation énergétique du stockage...).
- Afficher le taux de remplissage des boîtes mail, voire limiter la capacité de stockage sauf dérogation justifiée.
- Généraliser l'extinction automatique des PC.
- Faire don des vieux ordinateurs après avoir effacé les données des disques durs.

#### Premières actions d'un groupe de travail « Restauration collective »

- Former encore davantage le personnel de cuisine à remplir le logiciel de suivi, à organiser leur travail pour préparer des plats en avance, mutualiser les livraisons sur un seul jour, produire en flux tendu...
- Remplacer les groupes de froid dont les fuites de fluide frigorigène sont trop importantes (la recharge en 2022 de 55 kg de fluide R404A équivaut à 216 tonnes de CO2) par des équipements dotés de gaz moins impactant comme R600A ou R123ZE. Une clause peut être intégrée dans l'évaluation des marchés pour sélectionner les fluides en fonction de leur impact.
- Continuer de trouver des producteurs locaux et entrer en relation avec eux.
- Rendre les repas « végétariens » plus attractifs (ex : en communiquant sur les bienfaits, notamment pour la planète, en testant d'autres recettes...).

#### Premières actions d'un groupe de travail « Sensibiliser tous les agents et les élus »

- Organiser un évènement "repair café" dans un fab lab, "brocante" au Grand Salon, un repas convivial à la Cantine 111 un midi, une Fresque du climat ou une animation avec un vélo générateur d'électricité.
- Réaliser des reportages sur les bonnes pratiques des agents (intranet, Bulles d'infos, la Marne le Mag...) et rappeler les éco-gestes régulièrement.

#### Premières actions d'un groupe de travail « Commande publique responsable »

- Intégrer le bilan de GES des entreprises prestataires dans les marchés pour guider le choix.
- Acquérir le logiciel « Marco » pour généraliser les clauses environnementales dans les marchés de travaux, d'achats de fournitures...
- Commencer un sourcing des entreprises locales permettant de se fournir en produits reconditionnés, éco-conçus etc...

Premières actions d'un groupe de travail « Réduire les consommations énergétiques des bâtiments »

- Etudier la mise en place de COOL ROOF (revêtement blanc réfléchissant sur les toitures).
- Rénover l'éclairage des bâtiments (LED) et installer des détecteurs de mouvements et crépusculaires.
- Ré-isoler les parois des bâtiments.
- Généraliser l'extinction automatique des lumières le soir.
- Rénover l'ensemble des équipements de chauffage, climatisation, ventilation et production d'Eau Chaude Sanitaire.
- Généraliser la mise en place d'horloges de gestion des postes d'énergie (dans les collèges...).

Premières actions d'un groupe de travail « Eco-conception et entretien durable des routes »

- Poursuivre et accentuer l'utilisation de l'éco comparateur SEVE dans les marchés.
  - Privilégier les glissières métalliques recyclables plutôt que des glissières bois.
  - Utiliser les délaissés routiers pour planter des végétaux (arbres, haies) tout en étant vigilant à leur entretien.
- 
- Assurer une veille technique et estimer le coût pour faire évoluer les camions vers l'hydrogène et le gaz naturel.
  - Privilégier l'entretien routier préventif au curatif (gravillonnage, PATA, Minimix, Blow patcher...).
  - Engager une réflexion politique sur le niveau de service rendu aux usagers (salage, déneigement, balayage, fauchage...).
- 
- Concentrer les formations « habilitations » sur une même journée avec plusieurs ateliers pour réduire les trajets. Augmenter la durée de validité des habilitations pour en réduire le nombre.
  - Réduire la multitude de livraisons de fournitures et leur provenance lointaine lorsque cela est possible.